



Un avion pour un combat

Décodage Depuis l'annonce de l'achat des Gripen, le dossier ne cesse de s'envenimer. Demain le parlement en débat à nouveau. Deux ténors de la sécurité s'y frottent



Spécialistes

Le conseiller national Thomas Hurter (UDC/SH) et le conseiller aux Etats Luc Recordon (Verts/VD). JEAN-PAUL GUINNARD

Xavier Alonso Berne

Pour un coût estimé à 3,1 milliards de francs suisses, l'armée de l'air s'équipera de 22 Gripen de l'avionneur suédois Saab. Depuis cette annonce du ministre de la Défense, Ueli Maurer, en novembre 2011, le dossier du remplacement des F/5-Tiger ne cesse de s'envenimer. Demain encore, le Conseil national en débatera. Car les questions ouvertes restent nombreuses. D'abord celle du choix de l'avion qui, selon des rapports confidentiels publiés par la presse, ne répondait pas à toutes les exi-

gences. Notamment celle de la police du ciel. Ainsi les constructeurs recalés (EADS et Dassault) ont tous deux proposé de nouvelles offres officieuses à des prix «discount» de leurs avions.

Dans un contexte de suspicion autour du Gripen, alimenté par des courriers anonymes, une sous-commission doit faire toute la lumière sur la procédure d'évaluation. Conclusions attendues pour le mois d'avril. Sans compter que le Conseil fédéral a prévenu des sacrifices budgétaires prévisibles dans d'autres domaines (transports, recherche, éducation) pour financer les nouvelles ambi-

tions de l'armée. Aussi il prévoit de soumettre le programme d'économies à un référendum. Au final, c'est sans doute une votation populaire qui tranchera.

Nécessité de cet achat? Missions de l'armée de l'air? Solutions alternatives? Risque d'une aventure industrielle onéreuse? Autant de questions passées au crible par Thomas Hurter (UDC/SH) et Luc Recordon (Verts/VD). Le premier préside la sous-commission d'enquête. Pilote de ligne au civil, le conseiller national UDC vole sur F/5-Tiger au militaire. Le deuxième, conseiller aux Etats Verts s'intéresse de près aux questions de sécurité.

Lausanne

24 Heures
1001 Lausanne
021/ 349 44 44
www.24heures.ch

Medienart: Print
Medientyp: Tages- und Wochenpresse
Auflage: 35'529
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich



Themen-Nr.: 330.6
Abo-Nr.: 1078758
Seite: 7
Fläche: 108'174 mm²

Pourquoi la Suisse doit acheter de nouveaux avions de combat?

Thomas Hurter (T.H.): L'armée est un instrument important pour la sécurité de la Suisse. Cette armée a deux composantes. L'armée de terre et l'armée de l'air. Et nous avons besoin d'une force aérienne qui puisse assurer sa mission de police aérienne. Elle est primordiale.

Luc Recordon (L.R.): Je partage ce constat: nous avons besoin d'une force aérienne capable d'assurer la police de l'air. Mais doit-elle le faire avec des avions de combat?

Comment faire la police du ciel sans avions de combat?

L.R.: Cela aurait dû faire partie du débat. Pour les missions de police aérienne, nous n'avons pas besoin d'un avion capable de mener du combat aérien ni du combat d'appui au sol. D'ailleurs, les F/A-18 peuvent suffire encore un moment. Sans compter que c'est finalement très peu d'interventions: protéger le WEF, le Sommet de la francophonie. On pourrait par exemple se mettre d'accord avec l'Autriche, lui aussi un Etat neutre.

T.H.: Il n'y a pas d'avion «sportif» capable de mener ces missions de contrôle d'avions civils. Pour les missions actuelles, le F/A-18 peut suffire en effet. Mais dans dix ans, il faudra remplacer l'entier de notre flotte. Mais, aujourd'hui, c'est le remplacement des F/5-Tiger qui nous occupe. Je ne suis pas opposé à l'idée de faire la police dans le ciel autrichien, s'ils peuvent payer cette prestation. Mais je ne vois pas les Autrichiens le faire chez nous. D'abord pour une question de souveraineté.

Et la coopération?

L.R.: Effectivement, lors du G8 à Evian en 2003, des policiers allemands sont venus nous prêter main-forte. On pourrait donc se dire que pour les situations spéciales - comme le WEF ou la francophonie - on peut se mettre d'accord avec l'Autriche. C'est une manière d'investir plus intelligente pour deux pays, petits et neutres, que de s'équiper à double et en

«L'aviation de combat aérien, mais aussi

l'artillerie et les blindés sont des concepts d'armée obsolètes»

Luc Recordon (Verts/VD)

«L'essentiel des missions nécessite l'engagement d'avions de combat»

Thomas Hurter (UDC/SH)

plein.

T.H.: C'est difficile. L'Autriche n'a pas notre compétence en matière de forces aériennes. Par ailleurs, la notion de souveraineté me paraît essentielle. Je vois mal qu'on aille plus loin qu'une collaboration ponctuelle, comme on le fait aujourd'hui.

Pour le chef de l'armée de l'air, le nouvel avion doit permettre ses compétences d'exploration et de soutien des troupes au sol. Est-ce bien actuel?

T.H.: L'observation est vraiment nécessaire. Elle peut, en partie, se faire avec des drones et des hélicoptères, mais l'essentiel des missions nécessite l'engagement d'avions de combat. Pour le soutien de troupes au sol, cela prendra des années avant que notre armée de l'air recouvre cette compétence. Mais aujourd'hui tous les avions de chasse modernes sont en mesure de la faire.

Cette armée qui veut tout faire, M. Recordon, vous y souscrivez?

L.R.: Lors de la précédente législature, nous n'aurions jamais dû accepter les rapports sur les menaces et sur l'armée. Comme Gamelin l'a fait en son temps, on continue à préparer la prochaine guerre sur le modèle de la précédente. Les guerres modernes ne sont plus des guerres de conquête. Les nouvelles menaces sont identifiées: la cyberguerre, les attaques terroristes ponctuelles, la défense des ambassades. Et l'aide aux civils lors des catastrophes naturelles. Pour le reste, l'aviation de combat aérien, mais aussi l'artillerie et les blindés sont des concepts d'armée obsolètes.

Le choix du Gripen: pourquoi en est-on arrivé à la polémique actuelle?

T.H.: Parce que la décision a été motivée par le prix. Et nous n'avons pas eu les garanties nécessaires qui nous assurent que cet avion est le bon choix pour la Suisse. Le modèle retenu ne vole pas encore, n'est même pas en production. Qui payera le développement? Il y a trop de questions ouvertes. C'est pour cela que je conteste ce choix et que je soutiens la nécessité d'un débat au parlement. Et d'une enquête sur les conditions qui ont prévalu lors de ce choix.

L.R.: Admettons qu'il faille acheter un avion: je n'exclus pas que le Gripen puisse fonctionner. Il faut simplement que l'on nous éclaire. Les explications données par Ueli Maurer sont tellement flottantes que j'attends avec intérêt les résultats de la sous-commission.

Faut-il réexaminer les offres «sauvages» des autres avionneurs?

L.R.: Dans les marchés publics, il y a des règles très claires qui sont appliquées. Et les sommes en jeu ne sont pas de l'ordre de 3 à 4 milliards. Dans le cas de l'avion de combat, il semble qu'il y ait eu du «maquignonnage». Evidemment l'intérêt public est de faire baisser les prix au maximum, tout en faisant attention de ne pas mettre en péril des éléments essentiels de l'avion. Sous réserve qu'on doive l'acheter.

T.H.: C'est le travail de la sous-commission de vérifier que cet avion est vraiment tel qu'on nous le vend. Quand les compétiteurs commencent à baisser le prix, il faut que la qualité du produit demeure.

La Suède veut se doter des nouveaux Gripen (E/F). Rassurant?

T.H.: L'armée suédoise dit avoir besoin de ces avions en 2022. La Suisse aimerait toucher les siens vers 2015. Celui qui veut les avions plus tôt devra-t-il prendre en charge les coûts de développement?

Vous avez peur que la Suisse développe l'avion pour la Suède?

T.H.: C'est une crainte, oui. Nous y veillerons de près. D'autant que le parlement suédois n'a pas encore donné son feu vert.
L.R.: Je partage cette analyse. Il faudrait

Lausanne

24 Heures
1001 Lausanne
021/ 349 44 44
www.24heures.ch

Medienart: Print
Medientyp: Tages- und Wochenpresse
Auflage: 35'529
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich



Themen-Nr.: 330.6
Abo-Nr.: 1078758
Seite: 7
Fläche: 108'174 mm²

arriver à conclure un prix forfaitaire. L'avion est encore très mal connu, puisqu'il n'est pas complètement mis au point. C'est donc aux Suédois d'assurer le risque.

Le coût raisonnable de cet avion?

L.R.: Dans tous les cas, on doit rester dans le cadre du budget de l'armée.

T.H.: Je suis aussi d'accord: on doit rester dans le cadre du budget de l'armée. C'est d'ailleurs pour cela que nous l'avons augmenté. N'oublions pas que le budget de l'armée n'a cessé d'être raboté. En quelques années, les dépenses de la Confédération ont augmenté, elles, de 100%: de 31 milliards à 62 milliards pendant que l'armée réduisait de 7 à 4,5 milliards. Sans parler du fait qu'elle ne dépense en moyenne que 3,7 milliards.

L.R.: Vrai, elle ne dépense pas son budget.

T.H.: Maintenant c'est le moment de dire: nous voulons une armée pour 5 milliards, 100 000 soldats et nous voulons des avions. Et c'est tout inclus.

Plus d'argent, moins d'hommes. Mais toujours autant d'avions?

L.R.: Avec les nouvelles conceptions militaires, on a objectivement besoin de moins de gens. Par contre, plus qualifiés. Engager des informaticiens coûtera plus cher que d'envoyer des miliciens en cours de répétition avec la solde.

T.H.: La compétence ne peut s'acheter quand il y a un besoin. Elle doit être prête. C'est un investissement en temps et en argent pour la sécurité et la stabilité.

S'il y a une votation populaire, les avions seront opposés à des sacrifices dans d'autres départements. C'est correct?

T.H.: A mon sens, cette votation ne sera pas très honnête. Je n'ai rien contre le fait que la population donne son avis mais pas dans cette configuration. Via le référendum, on va opposer l'armée à d'autres secteurs. Les conseillers fédéraux pleurent déjà: à cause des avions, je n'aurais pas assez d'argent pour les universités, les chemins de fer... Ce n'est pas très fair-play.

L.R.: La politique n'est pas toujours fair-play. Le Conseil fédéral propose d'aller chercher de l'argent là où il y a de la marge budgétaire. C'est une question de priorité.

T.H.: Mais il faudrait regarder le total du budget de la Confédération. L'année dernière, nous avons augmenté l'aide au développement de 640 millions. Et personne n'a rien dit, n'a exigé de coupes ailleurs.

L.R.: Après un processus de deux ans, le parlement a décidé que la hausse, à un niveau adapté à nos moyens, de l'aide au développement était aussi une priorité. Il ne faut pas mésestimer le fait qu'elle a des effets bénéfiques pour la sécurité de la Suisse en favorisant la stabilité de certains pays. Sans parler du gain d'image. La coopération a plusieurs utilités.



En novembre 2011, Ueli Maurer a annoncé que la Suisse s'équiperait de 22 avions Saab Gripen. AP